



1^{er} Conseil national extraordinaire

12 septembre 2020

La solidarité: seul remède pour sortir de la crise

Cahier de propositions

25 août 2020

Mot du secrétariat général

Vous trouverez dans ce document les propositions du Comité de coordination national qui seront soumises au Conseil national extraordinaire.

Cinq mois après le début de la pandémie au Québec, il est venu le temps pour notre parti de se réunir pour discuter de la suite des choses.

Quel est l'état actuel du parti? Comment structurer notre action politique des prochains mois? Quelles priorités mettre de l'avant? Quels doivent être nos grands objectifs politiques en fonction de cette nouvelle conjoncture? Ce sont ces questions cruciales qui seront discutées et débattues lors de ce Conseil national extraordinaire.

Ce CN ne sera pas comme les autres, il se déroulera en ligne, à distance. Ce sera une première pour le parti et nous avons pris tous les moyens à notre disposition pour que le tout se déroule le mieux possible.

Comme on est en Conseil national extraordinaire l'ordre du jour est fermé et ne peut être amendé. Vous constaterez aussi que le cahier de proposition est moins considérable que dans le cas d'un conseil national régulier.

Je vous rappelle que les associations locales, régionales et de campus, ainsi que la Commission nationale des femmes, la Commission nationale autochtone, la Commission politique et le Comité de coordination national sont les seules instances ayant le droit de soumettre des propositions et des amendements au Conseil national extraordinaire. Ces propositions et amendements devront porter exclusivement sur les sujets abordés.

Ces instances pourront ainsi le faire en remplissant le formulaire pour les amendements et nouvelles propositions (CNE-2020-01-D05) et en le transmettant par courriel au plus tard le 9 septembre à minuit à gaetan.chateauneuf@quebecsolidaire.net.

Merci de votre participation, bon débats!

Gaétan Châteauneuf
Secrétaire général
Québec solidaire

BLOC 1.

Campagne politique

Tout a changé

Entre le 2 octobre 2018, où Québec solidaire fit élire 10 député-es et aujourd’hui, la dynamique politique a complètement changé. Suite à la campagne électorale et constatant l’urgence d’agir, notre parti a senti qu’il devait se positionner comme « véritable opposition » au gouvernement de la CAQ, en priorisant la bataille contre les changements climatiques.

C’est pour cette raison que nous avons lancé la campagne Ultimatum 2020. Nous souhaitons construire un mouvement de mobilisation qui viendrait appuyer les luttes sociales contre les changements climatiques et espérons que nos efforts décuplés auraient raison de l’inaction gouvernementale en matière d’environnement. Le raisonnement était simple : le retard climatique du Québec est trop grand pour attendre un autre quatre ans. Cette urgence justifiait de prendre des moyens musclés, tels qu’un barrage parlementaire et populaire.

Ces choix politiques ont été faits dans un contexte économique de surplus budgétaire, de croissance stable et de quasi-plein emploi. Or, presque du jour au lendemain, ces dynamiques ont complètement changé.

Certain-nes se sont fait envoyer à la maison en télétravail, d’autres ont perdu leur emploi. Les travailleuses et travailleurs essentiels sont restés sur la ligne de front, que ce soit dans le système de santé ou dans le secteur privé, afin de s’assurer que les besoins de la population continuent d’être comblés. Les taux de chômage ont atteint des niveaux historiques, des entreprises ont fermé et le déficit budgétaire du Québec s’annonce gigantesque.

Dès le début de la crise, tous les projecteurs se sont braqués sur le gouvernement et la santé publique qui ont offert à la population des mises à jour quotidiennes sur l’évolution de la pandémie au Québec ainsi que des directives à suivre pour ralentir la progression du virus. Ici comme ailleurs, les médias ont choisi de prioriser les communications gouvernementales sur la gestion de crise. Dans ce contexte, pendant les premières semaines de la pandémie, les formations politiques d’opposition, dont la nôtre, se sont retrouvées à l’arrière-plan de la couverture médiatique. Nous ne sommes pas restés immobiles pour autant : les député-es solidaire ont été extrêmement présentes et présents auprès de la population et des groupes communautaires de leurs circonscriptions respectives, en plus de multiplier les propositions politiques et de questionner le gouvernement sur ses décisions.

La crise sanitaire a exacerbé plusieurs problèmes de société dénoncés par la gauche québécoise, dont Québec solidaire, depuis des décennies.

Les milliers d’emplois perdus du jour au lendemain ont remis la question de la sécurité du revenu et celle du revenu minimum garanti au coeur du débat public. Les travailleuses et travailleurs au bas de l’échelle, que ce soit dans les résidences pour personnes âgées ou dans les épiceries, nous ont rappelé l’importance d’un salaire minimum permettant à tous et toutes de vivre dans la dignité. Les salaires injustes des ces travailleurs et travailleuses, soudainement reconnus par le gouvernement caquiste comme “essentiels” pour la société québécoise, ont indigné nombre de nos concitoyens et concitoyennes.

Les problèmes d’approvisionnement en matériel médical et en médicaments ont relancé le débat sur la pertinence d’une société d’État responsable de l’approvisionnement en médicaments, vaccins et matériel médical, une proposition solidaire historique.

Les perturbations économiques relié aux mesures de confinement ont également mis en lumière la fragilité du libre-échange néolibéral basé sur la délocalisation et le nivellement vers le bas des conditions de travail. Les prises de position sur l’importance d’acheter local, de favoriser les circuits courts et de nous

assurer d'une plus grande autosuffisance alimentaire se sont multipliés. Jamais ces enjeux n'avaient été aussi discutés.

Le cafouillage tragique dans les CHSLD est le résultat de transformations néolibérales successives opérées au sein de notre système de santé, tant par le gouvernement du Québec que par Ottawa. Celles-ci ont ouvert la porte au privé, à la compétition et à la surcentralisation, tout en sous-finançant chroniquement la santé publique et les soins aux personnes âgées.

De plus, plusieurs experts et expertes s'entendent sur le fait que la destruction des écosystèmes et la crise climatique sont en partie responsables de la pandémie mondiale du coronavirus.

La démocratie du temps de la COVID-19

Malgré ce contexte compliqué, le CCN et le caucus de Québec solidaire ont rapidement compris que la pandémie aurait des effets à long terme sur la société québécoise, qu'il y aurait un « avant » et un « après » COVID-19 et qu'il fallait rapidement mettre en place un processus de réflexion sur la relance économique et sociale du Québec au sein de notre parti. Nous devons être prêts et prêtes pour l'automne, alors que la session parlementaire recommencerait et que les débats sur la relance économique batteraient leur plein, sur fond de menace d'une deuxième vague.

Véritable tour de force organisationnel, le parti a organisé en peu de temps l'initiative « Le Québec d'après », une série de 8 assemblées publiques virtuelles. Ces espaces de réflexion sur l'après-COVID-19 au Québec ont réuni au total plus de 1000 participant-es (membres et non-membres du parti). L'ensemble de la députation solidaire a participé à au moins une assemblée. Ils et elles étaient chaque fois accompagné-es d'un-e représentant-e de la Commission politique ou d'une personne de l'extérieur, spécialiste de l'enjeu discuté.

Les discussions entre les participant-es, les député-es et les élu-es de la Commission politique ont été particulièrement fécondes. Elles ont culminé sur la tenue d'un Forum des associations, tenu en juin, où des membres de plus de 60 associations solidaires se sont connectés en ligne pour discuter avec nos porte-paroles des enjeux que Québec solidaire devrait prioriser cet automne.

Les recommandations politiques que vous soumet votre Comité de coordination national sont le fruit de ce processus de réflexion et de consultation. Dans le contexte difficile du printemps, nous sommes particulièrement fiers et fières de notre organisation et des membres qui la font vivre d'avoir réussi à en faire un succès, autant en termes de participation que qu'à l'égard de la qualité des analyses qui en sont ressorties. De ces multiples discussions ont émergé trois grands axes d'action, qui pourraient devenir les priorités politiques du parti pour les prochains mois.

Tout d'abord, l'enjeu de la relance économique dans une perspective de **transition écologique**. La relance de l'économie doit être l'occasion de la transformer. Pour la rendre plus verte : les politiques de relance doivent accélérer la nécessaire transition écologique pour lutter contre les changements climatiques et la destruction de la biodiversité. Pour la relocaliser et la décentraliser : il faut augmenter notre autosuffisance (médicale, alimentaire et autres), favoriser la création de circuits courts, diversifier les économies régionales, le tout dans une perspective indépendantiste. Pour la démocratiser : l'État doit s'engager davantage dans la planification démocratique de l'économie, en particulier dans les secteurs où le privé a échoué à répondre aux besoins de la population durant la crise (transport, communications, secteur financier, etc.).

Ensuite, la question de la **défense des services publics**, particulièrement la santé et les services sociaux. Il nous faut un réseau plus humain pour mieux prendre soin des plus vulnérables. Notre système a échoué à freiner la pandémie. Nous devons le repenser. La notion de « prendre soin » doit revenir au cœur de notre réseau de la santé et des services sociaux. De plus, les revendications pour de meilleures conditions de travail devraient être abordées dans une perspective de lutte au sexisme et au racisme, les travailleuses au bas de l'échelle étant souvent racisées.

En terminant, **la lutte contre toutes les formes d'inégalités et de discrimination**. La crise économique provoquée par la crise sanitaire a creusé les inégalités sociales et l'austérité qui pointe déjà à l'horizon pourrait aggraver les choses. Les travailleurs et travailleuses les plus précaires dans le secteur privé (alimentation, livraison, agriculture, commerce en ligne, commerce de détail, etc.) ont été considérés comme « essentiels » pendant la pandémie, mais leurs conditions stagnent. Pendant ce temps, les grandes entreprises dans ces mêmes secteurs ont bénéficié de la crise. En ce sens, la pandémie a mis en lumière la vraie nature du système économique actuel : ce sont toujours les mêmes qui paient et toujours les mêmes qui se remplissent les poches.

Devoir politique

Le discours et le programme de Québec solidaire contiennent des réponses à plusieurs des problèmes majeurs créés ou exacerbés par la pandémie. Rarement la conjoncture a été aussi propice à ce que nous nous concentrons à promouvoir les propositions solidaires qui aideront les Québécois et Québécoises à améliorer leur qualité de vie en leur garantissant un solide filet social, en transformant l'économie à l'avantage de la majorité et pour l'environnement.

Nous trouverons des oreilles attentives. Les solutions de la vieille classe politique et de leurs semblables dans le secteur privé sont de moins en moins audibles, alors qu'émerge une dynamique favorable pour notre option politique. Notre devoir, c'est de bien faire connaître notre projet solidaire. Expliquer que la solution à une crise du néolibéralisme, ce n'est pas davantage de néolibéralisme. C'est la solidarité, l'entraide, la résilience, la dignité et l'autodétermination. Et tout ceci articulé à travers des propositions concrètes qui ont le potentiel de transformer le quotidien des gens.

Il est de notre responsabilité d'aller à la rencontre des gens pour leur dire qu'il existe d'autres voies que celles des aînés qui meurent dans les CHSLD, des travailleuses racisées exploitées au salaire minimum, de l'insécurité alimentaire ou économique et de la destruction des écosystèmes. Les propositions solidaires, elles sont là. Organisons-nous pour les faire connaître au plus grand nombre.

PROPOSITION 1. CAMPAGNE POLITIQUE

Considérant que les mesures de confinement ont rendu impossible la mobilisation en vue de l'Ultimum 2020;

Considérant l'impact majeur de la pandémie du COVID-19 sur la société et l'économie québécoise;

Considérant l'importance de relancer les luttes politiques qui sont au cœur du projet de Québec solidaire, notamment la lutte aux changements climatiques, la lutte à la discrimination et aux inégalités sociales ainsi que l'indépendance du Québec;

Considérant l'urgente nécessité de mettre sur pied un plan de relance vigoureux, permettant au Québec de sortir de l'actuelle crise sanitaire, sociale, écologique et économique;

Considérant que la pandémie a révélé les impacts négatifs des politiques néolibérales et d'austérité menées par les gouvernements passés, tous partis confondus;

Considérant que les conséquences économiques et sociales de cette crise ont disproportionnellement affecté les personnes les plus vulnérables de la société québécoise, ainsi que les femmes et les Québécois.es racisé.es;

Considérant que la crise actuelle résulte en partie de la destruction des écosystèmes;

Considérant plus que jamais la pertinence de mettre de l'avant les idées de notre programme politique pour relancer le Québec sur de nouvelles bases;

Il est proposé:

- a) Que Québec solidaire relance son action politique en organisant une vaste campagne politique proposant une relance vers un pays solidaire, pour sortir de la crise sanitaire, économique et écologique actuelle;
- b) Que cette campagne oriente à la fois la mobilisation des membres et les interventions de la députation;
- c) Que cette campagne politique ait comme objectifs prioritaires de mobiliser la population autour des trois axes suivants:
 - la transition écologique,
 - la défense des services publics et
 - la lutte contre toutes les formes d'inégalités et de discrimination,
 en mettant en avant le programme politique de Québec solidaire;
- d) Que cette campagne encourage la participation des militant.es solidaires aux luttes locales, régionales et nationales des différents mouvements sociaux, en collaboration avec les réseaux militants, tout en faisant la promotion de ses propres propositions politiques.

Note: Les considérations, en italique, ne sont pas adoptées au Conseil national et ne peuvent donc pas être amendées.

BLOC 2.

Affaires internes

Développement organisationnel des associations

Pendant le plus gros de la pandémie, outre l'action de nos parlementaires qui ne s'est jamais arrêtée, Québec solidaire est parvenu à organiser plusieurs activités.

L'École buissonnière a rassemblé autour de 2000 personnes dans 25 ateliers touchant plein de sujets pertinents à notre action politique. Les 8 assemblées de cuisine virtuelles « Le Québec d'après » visant à discuter des priorités politiques ont, pour leur part, rassemblé plus de 1000 personnes.

Nos porte-paroles ont rencontré les associations à plusieurs reprises : à travers deux webinaires et un forum en ligne dans le cadre de la consultation « Le Québec d'après ». De plus, une tournée virtuelle de consultations sur le fonctionnement démocratique et des rencontres menées par le Réseau militant écologiste se sont tenues.

Cependant, sur le plan du lien avec leurs membres, les associations ont dû baisser leur niveau d'activités. Les assemblées générales annuelles ont été remises, le Conseil national de mai aussi et les activités de mobilisation dans nos circonscriptions et régions ont généralement été interrompues.

Quant aux campagnes de financement, le contexte de la pandémie et de l'insécurité financière au sein de la populaire du Québec nous aura contraint à renoncer à la sollicitation de dons durant quelques mois. Il faudra donc redoubler d'efforts pour rattraper le coup d'ici la fin de l'année. Du côté du nombre de membres, on sait que chaque élection nous amène son lot de nouvelles personnes qui adhèrent au parti. Pour inviter ces membres arrivés en grand nombre en 2018 à renouveler leur adhésion, il nous faudra dès maintenant fournir un effort important et soutenu. C'est primordial si on veut que nos associations conservent leur base militante et augmentent leur membership chaque année. Nos membres, ce sont les forces vives de notre organisation et une condition essentielle pour maintenir la santé financière de nos associations.

Le Conseil national extraordinaire du 12 septembre, tant dans sa préparation, que dans son déroulement et ses suites, nous permet de donner le coup de barre qui s'impose. Nous nous remettons en action, notamment à travers la tenue d'assemblées générales de nos membres partout au Québec. Le moment est crucial pour décider de nos orientations futures.

Notre mobilisation cet automne nous permettra de relancer notre parti auprès de l'ensemble de nos membres et de la population du Québec. Notre défi sera de montrer qu'il est possible, même en ces temps incertains, de faire entendre la voix de Québec solidaire. Il est urgent d'aller sur le terrain, à la rencontre de nos concitoyens et concitoyennes de toutes les régions et de toutes les origines, pour leur partager notre vision de la relance solidaire.

On comprendra que le travail qui nous attend cet automne est un travail de relance et de consolidation de nos associations locales tout particulièrement, pour plus tard nous déployer avec force en vue des élections de 2022. La plupart des associations tiendront leur assemblée générale annuelle et il faudra s'assurer que ces assemblées servent de tremplin à la mobilisation.

Le Comité de coordination national, l'équipe de la permanence et le comité de soutien aux associations, composé de militant-es en soutien au développement organisationnel (MSDO), travailleront aux côtés des associations pour les accompagner dans la relance du parti, à l'interne et l'externe. Nous devons bien sûr voir au renouvellement des adhésions, au recrutement de nouveaux et nouvelles membres et aux campagnes de financement. Mais surtout, nous mènerons une campagne politique inspirante pour donner (et redonner) le goût et la conviction qu'un Québec différent est possible.

PROPOSITION 2.1 DÉVELOPPEMENT ORGANISATIONNEL DES ASSOCIATIONS

Considérant l'état actuel de notre mobilisation, de notre recrutement et de notre financement;

- a) Que toutes les associations de Québec solidaire se mettent résolument en action dans le but d'être prêtes pour le rendez-vous électoral de 2022.
- b) Que la campagne politique de la prochaine année serve à relancer notre parti politique, dans la consolidation de nos associations locales, de notre membership et de notre financement dans le but d'être prêts pour le rendez-vous électoral de 2022.
- c) Que l'équipe nationale et le Comité de soutien aux associations accompagnent activement les associations dans la relance des activités internes et externes au parti.

Note: Les considérations, en italique, ne sont pas adoptées au Conseil national et ne peuvent donc pas être amendées.

Inclusion et antiracisme

À tous les égards, la pandémie a exacerbé les injustices déjà présentes dans la société et le racisme n'y fait pas exception. Quoiqu'en disent les conservateurs qui nous gouvernent, le racisme systémique fait partie de la toile de fond qui tisse les conditions de vie de milliers de Québécois et de Québécoises.

Comme parti politique, Québec solidaire doit faire siennes les revendications du mouvement anti-raciste et décolonial puisqu'il s'agit d'un jalon essentiel de la construction d'une société réellement solidaire. Plus que jamais, nous devons dénoncer le racisme systémique et insister sur la nécessité d'un plan de lutte contre le racisme et la discrimination à l'échelle québécoise. Mais pour prétendre être le champion de la lutte au racisme, Québec solidaire doit également examiner ses propres pratiques, à l'interne.

Parce que c'est la chose juste à faire, mais aussi parce que c'est ce qui nous permettra de former une coalition gagnante, les solidaires se doivent d'être exemplaires au niveau de l'inclusivité, et ce, autant dans nos rangs que sur la place publique. Ainsi, nous devons nous doter d'outils pour diversifier notre membership et nos instances, de même que pour nous assurer que l'anti-racisme fasse partie intégrante de notre façon de faire de la politique au quotidien. Bien sûr, ces transformations viseront aussi la lutte au sexisme, au capacitisme, à l'homophobie et à toutes les formes de discriminations.

L'effervescence anti-raciste que nous vivons doit être l'occasion d'examiner nos pratiques avec humilité et de mettre à jour nos cadres d'analyses. Saisissons-la.

PROPOSITION 2.2 INCLUSION ET ANTIRACISME

Que le développement organisationnel de Québec solidaire prenne en compte l'aspect transversal et horizontal des enjeux d'inclusion, d'antiracisme et de décolonialisme, et travaille à assurer une plus grande diversité au sein de toutes les instances du parti, tant au niveau national qu'aux niveaux local et régional et qu'un rapport sur les résultats de ce travail soit présenté dans un Conseil national ultérieur.